Réaction à la question du débat

Daniel Coste

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdlc/8595>

DOI : 10.4000/rdlc.8595

ISSN : 1958-5772

Éditeur

ACEDLE

Référence électronique

Daniel Coste, « Réaction à la question du débat », *Recherches en didactique des langues et des cultures* [En ligne], 18-1 | 2021, mis en ligne le 03 mai 2021, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rdlc/8595> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdlc.8595>

Ce document a été généré automatiquement le 3 août 2021.

Recherches en didactique des langues et des cultures is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License

---

Réaction à la question du débat

Daniel Coste

- 1 Quelques points en relation à la question posée.
- 2 Il y a d'abord matière à interroger la question elle-même et les assertions qu'elle pose. Est-ce que les sociétés sont toutes « mondialisées » et est-ce que l'Europe est uniformément « fragilisée » ? Les réponses dépendent évidemment de ce qu'on entend par « mondialisées » et par « fragilisée ». Mais les deux qualificatifs présupposent une sorte d'uniformisation de la lecture qui me convient d'autant moins qu'elle est renforcée par le singulier de « rôle ».
- 3 S'agissant des langues, plusieurs ordres de considérations, pour moi, à ce point de la réflexion.
  1. Une grande diversité « glocale » : les rôles des diverses langues varient suivant les configurations de leurs contacts et de leurs interrelations dans une société donnée : la situation de la Lituanie où cohabitent dans des rapports de tension conflictuelle le lituanien, le polonais, le russe et l'anglais n'a pas grand-chose à voir avec celle de l'Italie, où l'italien n'a pas réduit totalement ses variétés dialectales et s'accommode, aux marges, de zones où une place demeure à l'allemand ou au français ; la poussée de l'anglais y est aussi forte que dans d'autres pays européens, mais ne donne pas lieu aux mêmes représentations. Les distinctions, bien que de catégorisation bancaire et hétérogène, entre langue première/seconde, officielle/nationale, minoritaire/régionale, etc. ne perdent pas toute pertinence, pour ce qui est de la pluralité de leurs rôles, ni au niveau sociétal, ni à celui des acteurs individuels ou des diverses communautés sociales. Du point de vue des langues et de leurs rôles, l'Europe reste fondamentalement fragmentée plus qu'uniformément fragilisée.
  2. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des évolutions (jusqu'à un certain point) communes dans certains secteurs : qu'il s'agisse de l'économique, du culturel, de l'éducationnel, du scientifique, en Europe comme dans bien d'autres zones géographiques, une double tendance est observable. D'une part, les langues nationales (tout comme les régionales et minoritaires) se trouvent en concurrence avec l'anglais dans bien des domaines (un des plus médiatisés étant celui de l'enseignement supérieur et de la recherche, où, pour certaines disciplines, les langues locales sont en voie de perdre une partie de leur fonction). D'autre part ce phénomène va de pair avec un développement de pratiques effectivement bi-/plurilingues dans ces mêmes secteurs, en particulier dans les échanges oraux, les négociations, les séances de travail. A quoi on ajoutera que, dans nombre de pays de langue

anglaise « native », des voix se font entendre pour dénoncer les risques et les limites d'un monolinguisme anglophone pour les anglophones eux-mêmes.

3. C'est pour l'apprentissage et l'usage des langues « étrangères » que les développements technologiques sont susceptibles d'avoir le plus d'effet : Quel peut être l'impact sur les rôles des langues et sur leur place dans les apprentissages du fait que les technologies aujourd'hui disponibles les rendent accessibles plus facilement sous forme écrite et orale, offrent des ressources métalinguistiques en ligne (ou non) (dictionnaires, traductions, oralisation de l'écrit, transcription de l'oral, correcteurs...) ? Ces développements voient des opérateurs autres que traditionnels entrer en force sur le marché des langues, soit en faisant des langues un produit totalement marchandisé soit en faisant de l'accès à des ressources langagières une sorte de « gratuit d'appel », offert en bonus pour rendre plus attractif un autre produit à la vente. Cela implique à terme une réinterrogation sur la place des disciplines de langues « étrangères » dans l'école. Diverses voies, non exclusives les unes des autres, sont envisageables, dont certaines se profilent déjà et dont d'autres dépendent de ce que pourraient être des politiques linguistiques éducatives volontaristes :

1. une restriction de l'espace accordé aux disciplines langues « étrangères » dans les curriculums et/ou une réallocation de cet espace au profit d'une seule langue ;
2. une augmentation des formes d'enseignement intégré d'une matière scolaire et d'une langue étrangère ;
3. une réorientation plus ou moins marquée des programmes de langues sur une visée propédeutique (apprendre à apprendre les langues en acquérant des savoir-faire et des stratégies transférables ; cf., entre autres, les apports possibles de l'intercompréhension) et une visée médiatrice (mettre en place des aides à l'exploitation raisonnée, optimale mais aussi critique des ressources langagières plurielles présentes dans l'environnement ou aisément accessibles) ;
4. une (re)centration sur les dimensions culturelles/interculturelles des apprentissages de langues dans des perspectives historiques, anthropologiques, voire philologiques ; ceci impliquant une dynamique pluri/interdisciplinaire forte et un projet partagé ;
5. une contribution à des finalités curriculaires misant sur une éducation langagière générale (linguistique et sémiotique) et/ou une éducation au vivre ensemble et à l'agir en citoyen responsable dans des sociétés marquées par la pluralité et la diversité linguistique et culturelle.

4. Un des aspects d'une mondialisation toujours glocalisée et d'une fragmentation des sociétés européennes tient aux rapports entre langues et territoires et à l'incidence des mobilités (mais aussi des formes d'immobilité) dans ces rapports langues/territoires. Qu'il s'agisse des migrations, des langues dont elles sont porteuses et de leurs effets différenciés selon les territoires, qu'il s'agisse des situations plurilingues dans des espaces de superdiversité (eux-mêmes traversés par des usages de réseaux déterritorialisés ou inter-territorialisés) ou, à l'inverse (?), de certaines étendues géographiques (même connectées) où la pluralité linguistique n'est pas de mise, les usages et les rôles des langues se différencient fortement.

- 4 Au bout du compte, on peut s'attendre à une extension, une diversification et une complexification des dimensions langagières (non réduites aux seules langues et portant sur les fonctions de représentation, d'expression, de calcul et de création) dans la plupart des domaines d'activité des sociétés et, entre autres, des sociétés européennes.
- 5 Si l'on prend au sérieux les phénomènes pointés ci-dessus (glocalisation, poids de l'anglais mais usages plurilingues, mise en question et évolution nécessaire de la place et du rôle des langues « étrangères » dans les systèmes éducatifs, effets de la territorialisation et des mobilités...), le risque existe que se creusent plus profondément

des « fractures langagières » (comme on parle de « fracture sociale » ou de « fracture numérique », mais non sans rapport avec celles-ci) entre l'Europe et d'autres espaces géopolitiques, entre pays européens et à l'intérieur de chacun, entre territoires, entre groupes sociaux. Il est permis de se demander si les institutions européennes ayant ou ayant eu une certaine influence sur les politiques linguistiques éducatives (telle le Conseil de l'Europe) prendront ou non en compte ces situations et demeureront ou non actives dans le domaine.

- 6 Les langues ont et auront, en tout état de cause, un rôle – des rôles – à jouer. Dans un monde en transformation rapide mais inégalement distribuée et inégalement acceptée, les analyses, les lectures et les interventions portant sur ces (risques de) « fractures langagières » ne sauraient être que diversifiées, même à l'intérieur de modèles et principes éventuellement partagés.
- 7 À cet égard, la question posée dans cette phase d'initiation d'un « débat participatif » (désignation d'une rassurante ou inquiétante actualité !) ne peut certes être que restrictive dans sa formulation brève. Mais les implications que comportent les adjectivations retenues induisent une sorte de cadrage général préalable qui serait sans doute par trop réducteur ou pré-orienté si on en restait là.

AUTEUR

DANIEL COSTE

ENS Lyon , France

J'appartiens à l'espèce menacée des dinosaures du FLE et de la didactique des langues. Au fil des années, mes travaux et mes interventions ont porté sur nombre des composantes du domaine, en relation à des institutions universitaires, des associations professionnelles, des organisations internationales. Depuis près de 30 ans, je m'intéresse particulièrement aux politiques linguistiques, à l'éducation plurilingue et interculturelle, à l'enseignement bilingue. Je prête attention aux notions introduites et circulant dans le champ didactique et ai contribué, avec d'autres, à la construction et à l'évolution de certaines d'entre elles.

Courriel : daniel.coste45[at]sfr.fr